

RÉSISTANCE SOCIALE

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès

L'ÉDITO

L'épisode météorologique que nous vivons en cette première moitié de décembre a eu un évident mérite : celui de démontrer la nécessité de services techniques publics et nationaux pour l'entretien de nos routes. Mais voilà ! On les a privatisés (autoroutes) ou « dégraissés » (DDE devenues squelettiques sous forme de services départementaux). Et la rigueur du climat a transformé nos autoroutes et l'Ile-de-France en métropole du Tiers-monde aux heures de pointe.

Autre rigueur : celle des plans adoptés dans toute l'Europe sous la pression des marchés financiers et des agences de notation.

Salaires gelés ou diminués, suppressions massives d'emplois dans les administrations et services publics, augmentation généralisée de l'âge de départ en retraite, rognage des prestations sociales ou, comme en Grande-Bretagne, augmentation vertigineuse des frais d'inscription à l'université, tout y passe. Tout cela par peur de voir les agences de notation dégrader la note d'un pays de A+ en A-, provoquant un renchérissement du montant des intérêts payés pour rembourser les dettes aux banques.

(suite page 2)



GRÈVES GÉNÉRALES EN EUROPE ?



SOMMAIRE

- p1 et 2** : L'édito
- p2** : Solidarité internationale
- p3 et 4** : Conseil européen : rendre impossible l'alternative
- p4** : 2020 aura-t-il lieu ?
- p5 et 6** : Suite des 8èmes Vendémiaires
- p7** : Actualité sociale
- p8** : Retraites, moi j'ai des propositions !



L'ÉDITO (suite)

Banques qui, elles, ont largement été aidées voici peu par l'argent public et qui affichent aujourd'hui des bénéfices insolents. Tout cela au nom de la défense de l'euro qu'on nous avait pourtant présenté à sa création comme devant amener la prospérité dans nos pays européens. Huit ans après, les peuples attendent toujours cet élixir de jeunesse qui ne profite qu'à une petite minorité, bien représentée, en France, par la famille Bettencourt. Et, comme si ça ne suffisait pas, pour être bien sûrs que cette politique pour les plus riches ne risque pas d'être remise en cause, Commission européenne et gouvernements s'entendent pour imposer un contrôle des budgets nationaux afin de s'assurer que ceux-ci seraient bien inspirés par une politique de restriction budgétaire censée diminuer déficits et dettes.

Politique aveugle qui risque pour un long moment d'asphyxier les pays européens tandis que le Brésil crée plusieurs millions d'emplois ou que la Bolivie annonce une baisse de l'âge de la retraite. Politique injuste aussi qui fait de la valeur humaine la seule variable d'ajustement, comme on le voit en Irlande où les minima sociaux sont diminués alors que l'impôt sur les sociétés n'est pas touché et reste le plus faible d'Europe.

En France, le nouveau gouvernement Fillon ne fait que poursuivre en l'aggravant sa propre politique. Une fois de plus, le SMIC n'est pas revalorisé, alors que Baroin, le ministre du Budget, annonce vouloir étendre les mesures de diminution d'emplois de la fonction publique à toutes les entreprises publiques. Après cela, nul doute que Fillon se plaindra de leur manque de réactivité comme il l'a fait pour Météo France, avec une dose évidente de mauvaise foi.

Face à cette situation, on aimerait que la gauche soit plus pugnace et qu'elle soit capable d'élaborer collectivement un vrai contre-programme capable d'arrêter le rouleau compresseur du libéralisme. Et qu'elle soit vraiment du côté du peuple et pas seulement prête à se servir de lui pour recueillir places et prébendes. Nous ne doutons pas qu'il y ait dans toutes les forces de gauche (partis, syndicats, associations) des militants, des responsables prêts à se lancer dans cette bataille. C'est le sens et la raison de notre appel à la convergence de la résistance sociale.

Bien sûr 2012 se profile à l'horizon mais pour gagner en 2012, la gauche doit d'abord faire la preuve en 2011 qu'elle mérite la victoire et que si victoire il y a, celle-ci aura vraiment un effet positif pour la majorité de notre peuple.

Pour sa part, Résistance Sociale est prête comme elle l'a fait lors de ses 8èmes Vendémiaires, à faire se confronter les points de vue, à agir pour favoriser les convergences. C'est le seul chemin capable de conduire au succès.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

ESPAGNE

Les deux grands syndicats espagnols, UGT et CCOO, ont organisé samedi 17 décembre une quarantaine de manifestations contre la future réforme des retraites, dont un rassemblement à Madrid.

Sous les slogans "la mobilisation continue" et "non à la retraite à 67 ans", ces 2 syndicats entendaient faire monter la pression contre le gouvernement socialiste de José Luis Rodriguez Zapatero qui compte présenter fin janvier sa réforme des retraites.

GRANDE-BRETAGNE

Importantes manifestations en Grande-Bretagne contre la réforme des droits d'inscription à l'université qui vise à tripler le montant de ceux-ci. Actuellement plafonnés à 3 290 livres, ils pourraient désormais atteindre 9 000 livres (10 700 euros).

GRÈCE

Les syndicats de la fonction publique et du secteur privé ont manifesté le 15 décembre contre le projet de budget 2011, que le Parlement examinera en fin d'année et qui prolonge l'effort réclamé aux Grecs. Transports publics, aériens et maritimes ont été paralysés, et la journée d'action contre la politique d'austérité a également perturbé le fonctionnement des écoles et des hôpitaux.

Le 14 décembre, les députés grecs se sont mis d'accord sur un ensemble de réformes du marché du travail, dont une réduction des salaires dans les entreprises publiques de transports et une limitation de la négociation collective, les accords d'entreprise primant désormais sur les accords de branche.

IRLANDE

Les Irlandais ont manifesté en masse fin novembre contre le plan de rigueur qui prévoit 15 milliards d'euros de réductions budgétaires et de hausses d'impôts d'ici 2014. Les allocations chômage et familiales seront réduites, tout comme les retraites des fonctionnaires et le salaire minimum, et près de 25 000 emplois publics seront supprimés.

PORTUGAL

La grève générale contre l'austérité a été massivement suivie le 23 novembre affectant fortement l'ensemble de services publics mais aussi les grandes entreprises.

Sous la pression des marchés financiers, le gouvernement a adopté un budget 2011 de rigueur, le plus sévère en 15 ans. Hausse de la TVA de deux points à 23%, baisse de 5% à 10% des salaires des fonctionnaires à partir de 1 500 euros brut mensuel, gel des retraites, suppression des allocations familiales pour les salaires supérieurs à 600 euros, remise en cause des déductions fiscales sur les dépenses de santé, d'éducation ou de logement... figurent au programme.

LE DOSSIER DU MOIS

Conseil européen : rendre impossible l'alternative

Par Jean-Claude CHAILLEY

Le Groupe de travail sur la **gouvernance économique** du 21 octobre et le **Conseil européen** des 28 et 29 octobre proposent une gouvernance qui **ne laisserait aucune marge de manœuvre aux gouvernements. La révision du traité de Lisbonne achèverait de rendre le suffrage universel impuissant dans le domaine économique et social, remettant en cause les fondements même de la République.**

Le pacte de stabilité et de croissance insuffisant :

« La crise mondiale a montré qu'il ne suffisait pas de respecter le pacte de stabilité et de croissance pour assurer une croissance équilibrée dans l'UE ».

➤ *La politique libérale de l'Union européenne est co-responsable de la crise. L'échec sur tous les plans est patent*

➤ *D'ailleurs, les nouvelles lignes directrices précisent que « 120 millions d'Européens sont aujourd'hui confrontés au risque de pauvreté et d'exclusion ».*

Un plan d'austérité de longue durée

*« Gouvernance européenne : vers davantage de discipline budgétaire » : « Il faut mieux tenir compte du **critère de la dette publique** dans le mécanisme de déficit et dette ».*

➤ **La France est particulièrement visée** car elle cumule les critères « dette » et « déficit ». Ramener le déficit à 3 % ne suffit pas au regard de la dette. D'où l'objectif 0% de Baroin. Soit au minimum 80 – 100 milliards d'économies et d'impôts à réaliser chaque année, c'est-à-dire au moins une « décennie d'austérité » comme en Grande Bretagne.

➤ **Le moyen : privatisations, quasi-blocage des salaires, démantèlement des services publics, de la protection sociale, du Code du travail, augmentation tous azimuts des taxes et impôts...**

➤ **On commence immédiatement par les retraites :** « Le Conseil européen invite le Conseil à accélérer les travaux sur la manière dont l'incidence de la **réforme des retraites** est prise en considération dans la **mise en œuvre du pacte de stabilité et de croissance** et à lui faire rapport en décembre. Compte tenu de l'importance des **réformes systémiques des retraites, ...**».

➤ **A noter : le rapport sur la gouvernance date du 20 octobre. L'amendement du Sénat sur la réforme systémique a été voté dans la nuit du 20 au 21 octobre. Coïncidence ?**

➤ **UE et Conseil européen veulent constitutionnaliser le démantèlement complet de notre modèle social,** comme ce qui reste encore de « l'état providence » dans d'autres pays.

Les peuples, les états, les gouvernements sous tutelle de Bruxelles :

*« ...appliquer **un large ensemble de sanctions et de mesures**,...tant dans le volet préventif que dans le volet correctif du PSC ...*».

*« Le groupe de travail recommande donc d'instaurer un **nouveau mécanisme de surveillance macroéconomique** étayé par un nouveau cadre juridique, qui s'ajouterait au PSC, centré sur les impératifs budgétaires ».*

➤ Non seulement les budgets nationaux sont sous contrôle de la Commission, mais il faut un nouvel arsenal de « droits dérivés », c'est-à-dire directives, règlements, décisions, pour les imposer au Parlement, qui verrait le pouvoir déjà très limité qui lui reste encore réduit.

Les recommandations de la Commission seraient adoptées **« sauf vote contraire du Conseil, dans un délai donné, à la majorité qualifiée des Etats membres »**

➤ Ceci rend de fait les décisions de la Commission exécutoires, même si le pays concerné et plusieurs autres sont en désaccord.

LE DOSSIER DU MOIS

La République, la démocratie sont en danger

➤ Le projet du Conseil européen dénie aux peuples, au suffrage universel, ce qui leur reste de souveraineté nationale. Le Conseil européen, sous l'impulsion de Mme Merkel, offre aux multinationales, aux marchés financiers, les moyens d'accroître leur domination sur les états.

Alternative interdite

➤ Avec ce projet, il **peut toujours y avoir changement de majorité, mais pas véritablement de politique**. Ce n'est pas ce qu'attend la population confrontée au chômage, à la régression, à la remise en cause de notre modèle social : elle veut une politique alternative ou en tout cas pouvoir en décider.

Conséquence : en cas d'alternance en 2012, danger de montée de l'extrême droite en 2017

En période de crise, si la gauche déçoit, il y a montée, non seulement de la droite, mais de l'extrême droite. **Comme dans de nombreux pays européens, la politique de l'UE fait le jeu de l'extrême droite. Il y aurait un fort risque de nouveau duel UMP – FN en 2017.**

Comment N. Sarkozy veut réviser le traité de Lisbonne ? Dans le dos des peuples !

Le traité de Lisbonne a été ratifié en violant le référendum de 2005, en faisant revoter les Irlandais. Sarkozy recommence : il appelle Monsieur Von Rompuy à « une créativité juridique » pour faire réviser le traité, en violant le traité, et bien sûr dans le dos des peuples.

Où est la démocratie ? **Le « casse-toi pauvre con » s'adressait en fait au peuple !**

Comme nous l'avions annoncé (voir « Mme Lagarde jetez nous des cailloux », bulletin Réso de mai 2010), la politique menée pour « sauver » la Grèce,...a aggravé la crise qui rebondit. Même des éditorialistes de journaux financiers la jugent « absurde », évidemment sans proposer une politique alternative.

La plupart des partis de gauche se sont exprimés contre cette réforme du traité de Lisbonne qui mettrait la France, comme tous les états, sous la tutelle de Bruxelles, du FMI.

Nous appelons le mouvement social, les démocrates, à la résistance, à la mobilisation contre cette révision inacceptable du traité de Lisbonne.

http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/117428.pdf;

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do>.

AVEZ-VOUS REMARQUÉ ?

2020 aura-t-il lieu ? *Par Alain GÉLY*

Michel Denisot, lors du « débat » télévisé du 16 novembre, a - sans doute bien involontairement - poussé Sarkozy à la faute. Il a fait observer - à propos des retraites - que « 2020, ce n'est pas loin ». Réponse stupéfiante de Sarkozy : « 2020, ça dépasse de loin ma propre vision,... ». Un prétendu homme d'Etat s'avouant incapable de réfléchir à un horizon de 10 ans ! Se rendant peut-être compte de l'aveu, de l'énormité qui venait de lui échapper « ...[cela dépasse de loin] ma propre espérance politique. » En voulant préciser, Sarkozy indique donc que sa vision se limite à son « espérance politique » ! L'espérance des uns est la désespérance des autres...

Frédéric Lefebvre avait dans une certaine mesure ouvert la voie (Le Figaro du 15 octobre, page 4, à propos du fonds de réserve des retraites) - toujours à propos des retraites : « L'effondrement prévu pour 2020 était pour tout de suite si nous n'avions pas engagé la réforme. » Si on lit bien : selon Frédéric Lefebvre, on aurait - avec cette réforme « engagée » - évité un effondrement immédiat ; il n'aurait lieu « qu'en 2020 »...

Incapacité avouée, revendiquée, à voir plus loin que le bout de son nez, catastrophisme de nature à susciter un sauve-qui-peut individualiste : ces gens sont dangereux. Après eux, le déluge ! 2020 aura-t-il lieu ? Pas avec ces gens-là, ni avec leurs homologues, espérons-le...

SUITE DES 8èmes VENDÉMIAIRES...



RÉsistance
SOciale



CONVERGENCE SERVICES PUBLICS
INDRE-ET-LOIRE

Bonjour à tous,

Merci à tous les intervenants et participants qui ont permis la réussite des 8^{èmes} Vendémiaires co-organisées par Résistance Sociale et la Convergence37 de Défense et de Développement des Services Publics.

Nos débats ont été riches et portent sur les enjeux essentiels de la période.

Comme il a été débattu le matin, le mouvement social de cet automne a été inédit à bien des égards. Des millions de gens se sont rassemblés pour dénoncer une réforme qu'ils considèrent socialement injuste. Très majoritairement, nos concitoyens ont suivi ce mouvement de contestation. Ils l'ont soutenu, encouragé. La jeunesse l'a largement investi. Tous ont montré leur volonté de construire une société ayant d'autres perspectives que le chômage et la précarité. Nous avons été à deux doigts de la grève générale et avons été regardés par les autres peuples et syndicalistes européens avec envie. A tel point que les manifestants anglais reprennent aujourd'hui le slogan « Tous ensemble » en français. Un tel mouvement ne restera pas sans conséquences politiques fussent-elles sur le moyen ou le long terme.

Bien des questions sont maintenant sur la table. Il s'agit de donner une réponse aux immenses attentes sociales dans notre pays comme dans toute l'Europe.

C'est pour cela que le débat a pointé une politique européenne orientée sur la libre concurrence et la destruction des services publics, alors même que la course aux profits spéculatifs a conduit à une crise inédite par son ampleur. Cette Europe du grand marché libéral est apparue dans le débat comme un carcan susceptible de s'opposer, demain, à la mise en œuvre de politiques progressistes. L'Euro et sa gestion interrogent également quand ils jouent pour les intérêts économiques dominants et contre l'intérêt des peuples.

Dans tous les pays d'Europe, des luttes s'engagent pour « une autre Europe ».

Comment mettre en œuvre une politique nouvelle sans poser la question du partage des richesses, de la lutte entre le capital et le travail, de la propriété ?

Ainsi les sujets tels que la nationalisation de secteurs clés de l'économie, la taxation des capitaux, l'augmentation des salaires, l'objectif et les modalités de la production, le plein emploi, etc. ne doivent plus être tabous mais l'enjeu de véritables débats publics entre les organisations syndicales, politiques et associatives.

SUITE DES 8èmes VENDÉMIAIRES...

Il doit en être de même du besoin de droits nouveaux et de démocratie, dans les entreprises comme dans la cité. Ce débat ne peut avoir lieu sans les citoyens, les salariés. Ils doivent y être pleinement associés en étant au cœur et le moteur de notre démarche. La question de la prise de décision, la plus directe possible, par les citoyens doit être posée. Il est inadmissible de les voir de plus en plus cantonnés dans un simple rôle consultatif, voire de supplétifs, alors que nos lois sont prises « au nom du peuple français ».

Nous sortons de ces Vendémiaires avec une conviction profonde : il y a nécessité d'agir ensemble au cours des prochains mois pour travailler à la traduction des attentes sociales. Ce sont des propositions concrètes qui doivent nous permettre de nous rassembler le plus largement.

Les exigences sociales, qui se sont massivement exprimées cet automne, doivent servir de base à des politiques publiques nouvelles pour une société qui assure les droits fondamentaux, l'emploi, la santé, l'éducation, le logement, une juste répartition des richesses... ce serait une faute majeure que d'attendre 2012 les bras croisés : une alternative ne peut avoir lieu qu'avec une mobilisation populaire d'ampleur.

Nous avons également travaillé, dans ces Vendémiaires, à un appel que nous vous invitons à signer et faire signer, pour rassembler ceux qui luttent pour la mise en oeuvre de ces politiques publiques alternatives répondant aux besoins des citoyens.

Nos deux organisations poursuivront, avec toutes celles qui le souhaitent, dans la voie du débat et de l'action au cours des prochains mois. Elles contribueront notamment à la réussite de l'assemblée générale de Convergence le samedi 22 janvier à Paris et à celle des Etats généraux du service public les 29 et 30 janvier prochains.

Nous vous adresserons prochainement le compte-rendu des interventions et des échanges en souhaitant que ceux-ci permettent des avancées que nous pourrions concrétiser lors de nos prochaines rencontres.

Avec nos remerciements renouvelés, recevez nos amicales et fraternelles salutations.

Marinette Bache
présidente de Résistance Sociale

Patrick Hallinger,
animateur de la Convergence 37

Abroger la loi scélérate sur la « mobilité des fonctionnaires ». Réaffirmer le droit à l'emploi pour tous

Par Alain GELY

« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. » C'est ce qu'affirme le préambule de la Constitution. Cela a été (presque) vrai pendant une trentaine d'années après la Libération, moment où ce principe a été proclamé, puis repris par l'actuelle Constitution.

Remis en cause au cours des années soixante-dix puis, hélas, en 1983, il demeurait au moins dans, la Fonction publique d'Etat où le droit discrétionnaire de l'employeur était limité : un fonctionnaire ne pouvait y être licencié qu'en cas de faute grave, après avoir pu se défendre devant un conseil de discipline.

Le Gouvernement veut accroître la mobilité des fonctionnaires...



C'est le « statut Thorez-Le Pors » (et de Gaulle, et Mitterrand...) comme le dénommaient les adversaires de ces règles républicaines. Inacceptable pour les libéraux ! Ils ont donc adopté la loi du 3 août 2009 dite « sur la mobilité des fonctionnaires ».

Mobilité... Non pas la mobilité souhaitée par nombre d'agents qui souhaiteraient rejoindre leur région d'origine, ou une région d'adoption. Mais une mobilité imposée par les suppressions de postes dans une fonction publique qui subit une saignée continue depuis des années.

Il restait à parachever cette loi scélérate par des décrets d'application. C'est fait depuis le 12 novembre, avec le décret 2010-1402 « **relatif à la situation de réorientation professionnelle des fonctionnaires de l'Etat** ».

Il est prévu, assez hypocritement, une période de « suivi personnalisé » en vue d'une réorientation professionnelle – qui risque fort d'être un simulacre. Ensuite, un fonctionnaire qui refuse successivement 3 offres d'emploi, éventuellement inacceptables, est placé en disponibilité pour une durée indéterminée, sans salaire. Il n'a même pas de possibilité d'être indemnisé alors que la suppression de son poste ne sanctionne aucune faute de sa part. S'il refuse à nouveau 3 postes, il pourra être licencié ou, s'il a droit à une pension, admis à la retraite. Licencié en principe sans aucune indemnité, rappelons-le, et « admis à la retraite » avec, le cas échéant, une retraite de misère s'il est loin des 40 et quelques années requises pour une pension à taux plein.

Avec la RGPP, qui organise une déstabilisation permanente de la Fonction publique d'Etat, avec la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux qui restreint déjà terriblement les possibilités de choix, voilà un nouveau coup très grave contre la Fonction publique de citoyens que le Conseil national de la Résistance avait définie et qui avait à peu près survécu jusqu'à ces derniers temps. La pression sera redoutable, sur un agent dont le poste aura été supprimé, pour qu'il accepte un emploi au rabais, très éloigné ou lui-même précaire.

Le droit à l'emploi, et même à un emploi de qualité, à l'abri des pressions clientélistes, constitue un droit de l'ensemble des agents publics qui devra être rétabli, au service de l'ensemble des citoyens et non seulement à l'avantage des fonctionnaires.

Il n'y a pas de personnes « inemployables » dans le secteur public ni dans le secteur privé mais seulement des employeurs et un système économique et social incapables, faute de volonté politique, de respecter ou de faire respecter le droit fondamental à l'emploi de tous les citoyens : un gouvernement républicain devra inscrire au premier rang de ses objectifs l'établissement d'un « droit opposable à l'emploi » et, dans la Fonction publique, le retour à des règles protectrices des agents contre l'arbitraire... patronal.

COUP DE GUEULE

Retraites, moi j'ai des propositions !

Par Raymond HOTTIN

Non, il ne s'agit pas pour moi de proposer une réforme qui dirait « on maintient l'âge de départ à la retraite à 60 ans » mais en oubliant de parler des décotes.

Dans un pays où les jeunes rentrent tard sur le marché du travail (souvent pour acquérir des compétences utiles à la nation mais qu'ils ne pourront que rarement mettre en œuvre) et où les périodes de chômage succèdent aux « contrats de professionnalisation » et autres opiums sociaux - qui masquent un temps la réalité du chômage et des travailleurs pauvres - on imagine aisément l'âge auquel partiront en retraite les jeunes d'aujourd'hui.

Et, contrairement à l'avis sans doute éclairé (éclairé à la lampe à huile du XVIIIème ?) du « Figaro », je crois que ce sont les générations à venir qui seront les plus pénalisées.

Quand on connaît le montant maximum des pensions du régime général (donc avec tous les trimestres), il sera IMPOSSIBLE à un travailleur de partir, non pas à 60 ans, non pas à 62, non pas à 65, mais de partir tout court...mais partir d'où ? Des entreprises qui ne leur donnent déjà plus de travail ?!

Une autre réforme des retraites est possible. Ou, plus exactement, une réforme du financement des retraites qui permette de revenir sur les « contre-réformes » adoptées depuis 25 ans :

- Maintien du départ à 60 ans (55 et 50 pour les régimes spéciaux).
- Retour aux 37,5 années de cotisations pour tous privé/public.
- Calcul de la pension sur les 6 meilleurs mois.

- Indexation des pensions sur les augmentations de salaire.
- Suppression de la RDS sur la fiche de paie.
- Minimum vieillesse à 1 500 € pour une personne seule.

Et pour y arriver ? Je propose quelques pistes :

- Suppression du bouclier fiscal.
- Augmentation de l'ISF (par diminution des tranches éligibles et augmentation de l'assiette).
- Récupération des impayés de charges patronales (annulation des systèmes d'exonération).
- Prélèvement de cotisations retraites sur les revenus financiers (+ CSG et RDS).
- Suppression de l'intéressement et de la participation (vieux principe libéral gaulliste) au profit d'une augmentation générale des salaires (donc rentrée de cotisations).

Vous pensez que je rêve et que les moyens manquent ?

- ▶ Grippe H1N1 : 17 milliards (de pur gâchis sauf pour Mercks, Procter & Gamble, et autres vendeurs d'aspirine).
- ▶ Crise financière : 21 milliards aux banques (qui font aujourd'hui des profits !!!).
- ▶ Bouclier fiscal : 1,5 milliard/an.
- ▶ Exonérations de charges patronales : 36 milliards non compensés depuis 1991, en fait ce sont 227 milliards au total (et le chômage ne cesse d'augmenter, à qui profitent les thunes ?).

« *Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.* »" **Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen de 1793.**

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :

Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)